

1982, chapitre 38

## LOI MODIFIANT DIVERSES LOIS FISCALES

---

### **Projet de loi n° 74**

présenté par M. Raynald Fréchette, ministre du Revenu

Première lecture le 27 mai 1982

Deuxième lecture le 2 juin 1982

Troisième lecture le 21 juin 1982

**Sanctionné le 23 juin 1982**

---

**Entrée en vigueur: le 23 juin 1982, sauf l'article 23 qui entrera en vigueur à la date fixée  
par proclamation du gouvernement**

1<sup>er</sup> janvier 1983: a. 23  
G.O., 1983, Partie 2, p. 165

---

### **Lois modifiées:**

Loi concernant l'impôt sur la vente en détail (L.R.Q., chapitre I-1)

Loi concernant l'impôt sur le tabac (L.R.Q., chapitre I-2)

Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3)

Loi sur les licences (L.R.Q., chapitre L-3)

Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., chapitre M-31)

Loi concernant la taxe sur les carburants (L.R.Q., chapitre T-1)

Loi concernant la taxe sur les repas et l'hôtellerie (L.R.Q., chapitre T-3)





## CHAPITRE 38

### Loi modifiant diverses lois fiscales

[Sanctionnée le 23 juin 1982]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

L.R.Q.,  
c. D-13.2,  
a. 55,  
remp.

**1.** L'article 55 de la Loi sur les droits successoraux (L.R.Q., chapitre D-13.2) est remplacé par le suivant:

Transfert  
d'un bien  
transmis.

«**55.** Nul transfert d'un bien transmis ou réputé transmis en raison du décès d'une personne, à l'exception d'un bien prescrit par règlement, ne peut être valide ou donner lieu à un titre valide à l'égard de ce bien tant que le ministre n'a pas délivré un permis de disposer.

Permis de  
disposer.

Le ministre délivre ce permis lorsque les droits payables relativement à ce bien ont été payés ou font l'objet de garanties qu'il juge suffisantes, ou lorsqu'aucun droit n'est exigible.».

L.R.Q.,  
c. D-13.2,  
aa. 57, 58,  
ab.

**2.** Les articles 57 et 58 de cette loi sont abrogés.

L.R.Q.,  
c. D-13.2,  
a. 59,  
remp.

**3.** L'article 59 de cette loi est remplacé par le suivant:

Déclara-  
tion au  
ministre.

«**59.** Toute personne qui transfère, de quelque façon que ce soit, un bien prescrit visé dans l'article 55 ou, si ce bien est une valeur mobilière, en fait l'enregistrement dans les livres d'une corporation, doit produire au ministre, en double exemplaire, dans les 10 premiers jours du mois suivant ce transfert ou cet enregistrement, une déclaration en la forme prescrite par le ministre contenant les renseignements requis.

Déclara-  
tion au  
ministre.

Toutefois, lorsque la personne qui effectue ce transfert ou cet enregistrement est une corporation, fiducie ou société visée dans l'article 53, la déclaration prévue par le premier alinéa remplace celle qui est exigée en vertu de cet article 53 dans la mesure où elle vise les mêmes biens.».

L.R.Q.,  
c. D-13.2,  
a. 67, mod. **4.** L'article 67 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe *b* par le suivant:

«*b*) pour prescrire les biens dont le transfert, pour être valide, ne requiert pas la délivrance, par le ministre, d'un permis de disposer;».

L.R.Q.,  
c. I-1, a. 2,  
mod. **5.** 1. L'article 2 de la Loi concernant l'impôt sur la vente en détail (L.R.Q., chapitre I-1), modifié par l'article 24 du chapitre 12 des lois de 1981 et l'article 1 du chapitre 4 des lois de 1982, est de nouveau modifié par le remplacement du deuxième alinéa du paragraphe 13° par le suivant:

«détaillant»;

« «détaillant» comprend aussi une personne qui, agissant comme représentant d'une maison d'affaires en dehors du Québec, sollicite, reçoit ou accepte de personnes résidant ordinairement au Québec ou y faisant affaires, des commandes de biens mobiliers pour livraison au Québec, aux fins d'usage et de consommation au Québec par elles-mêmes, lorsque la maison d'affaires qu'il représente n'est pas enregistrée comme détaillant au Québec;».

Effet rétroactif.

2. Le présent article a effet depuis le 1<sup>er</sup> avril 1982.

L.R.Q.,  
c. I-1,  
a. 17, mod. **6.** L'article 17 de cette loi, modifié par l'article 25 du chapitre 12 des lois de 1981 et l'article 3 du chapitre 4 des lois de 1982, est de nouveau modifié:

1° par le remplacement des paragraphes *a* et *b* par les suivants:

«*a*) à la vente d'obligations, d'actions de corporations, de valeurs mobilières, de monnaies ou d'autres titres semblables;

«*b*) à la vente de lingots d'or ou d'argent à des fins exclusives de spéculation;» et

2° par le remplacement du paragraphe *g* par le suivant:

«*g*) à la vente de vitamines, de tisanes et de substances végétales servant à les préparer, de denrées alimentaires et de cidre ainsi qu'aux ventes de bière faites dans une taverne;».

L.R.Q.,  
c. I-1,  
a. 18.1, aj. **7.** 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 18, du suivant:

Marchandises visées.

«**18.1** Aux fins du paragraphe *g* de l'article 17, l'impôt prévu par la présente loi s'applique aux ventes de friandises, sauf les ventes de sucre et de tire d'érable, ainsi qu'aux ventes d'alcool, de bière faites ailleurs que dans une taverne, d'eaux gazeifiées additionnées d'une essence ou d'un sirop, de spiritueux ou de vin, dont le prix n'est pas imposé en vertu de la Loi concernant la taxe sur les repas et l'hôtellerie (L.R.Q., chapitre T-3).».

Effet rétroactif.

2. Le présent article a effet depuis le 1<sup>er</sup> mars 1982.

L.R.Q.,  
c. I-1,  
a. 27, ab.

**8.** L'article 27 de cette loi est abrogé.

L.R.Q.,  
c. I-1,  
a. 29, mod.

**9.** L'article 29 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Poursuite  
par un dé-  
taillant.

«**29.** Un détaillant ne peut intenter ou continuer au Québec une poursuite en recouvrement d'une créance découlant de la vente ou de la livraison d'un bien à une personne qui y réside ou y fait affaires, s'il n'est titulaire d'un certificat d'enregistrement délivré en vertu de la présente loi.»

L.R.Q.,  
c. I-2,  
sec. V,  
a. 16, ab.  
L.R.Q.,  
c. I-3, a. 8,  
mod.

**10.** La section v de la Loi concernant l'impôt sur le tabac (L.R.Q., chapitre I-2), comprenant l'article 16, est abrogée.

**11.** L'article 8 de la Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3) est modifié par le remplacement du paragraphe c par le suivant:

«c) il était un ambassadeur, un député, un fonctionnaire, un haut commissaire, un ministre, un préposé ou un sénateur du Canada, ou un agent général, un fonctionnaire ou un préposé d'une province, et résidait au Québec immédiatement avant son élection, son emploi ou sa nomination par le Canada ou la province ou recevait des frais de représentation pour cette année;».

L.R.Q.,  
c. I-3,  
a. 751,  
mod.

**12.** L'article 751 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe a par le suivant:

«a) la table doit être divisée par tranches d'un montant que le ministre détermine et spécifier l'impôt à payer sur le revenu imposable compris dans chaque tranche; et».

L.R.Q.,  
c. I-3,  
a. 1014,  
mod.

**13. 1.** L'article 1014 de cette loi, modifié par l'article 182 du chapitre 5 des lois de 1982, est de nouveau modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

Annulation  
par le  
tribunal.

«Toutefois, lorsqu'un tribunal annule une cotisation pour le motif qu'elle est émise plus de 4 ans après le dépôt à la poste d'un avis de première cotisation, la cotisation que remplaçait celle ainsi annulée demeure valide et tenante mais tout délai prévu par une loi fiscale et applicable à son égard ne commence à courir qu'à compter de la date du jugement annulant la dernière cotisation.»

Effet ré-  
troactif.

**2.** Le présent article a effet depuis le 18 mars 1982.

L.R.Q.,  
c. I-3,  
a. 1052,  
remp.

**14. 1.** L'article 1052 de cette loi, modifié par l'article 13 du chapitre 12 des lois de 1981, est remplacé par le suivant:

Intérêt sur  
montant  
payé en  
trop.

«**1052.** Lorsqu'un montant payé en trop par un contribuable lui est remboursé ou est affecté à une autre de ses obligations, un

intérêt au taux fixé conformément à l'article 28 de la Loi sur le ministère du Revenu lui est payé sur cet excédent pour la période se terminant le jour de ce remboursement ou de cette affectation et commençant à la plus tardive des dates suivantes:

*a)* le jour où l'excédent de l'impôt a été payé suite à un avis de cotisation;

*b)* le soixante et unième jour qui suit celui où l'excédent a été payé autrement que suite à un avis de cotisation;

*c)* le soixante et unième jour qui suit celui auquel ou avant lequel la déclaration fiscale qui a fait l'objet du paiement d'impôt devait être produite; ou

*d)* le soixante et unième jour qui suit celui où le contribuable a produit cette déclaration.».

Effet rétroactif.

2. Le présent article a effet depuis le 1<sup>er</sup> avril 1982.

L.R.Q.,  
c. I-3,  
a. 1060,  
remp.

**15. 1.** L'article 1060 de cette loi, remplacé par l'article 191 du chapitre 5 des lois de 1982, est de nouveau remplacé par le suivant:

Application  
de l'article  
1057.

«**1060.** L'article 1057 ne s'applique pas à la nouvelle cotisation visée dans l'article 1059 ni à une cotisation émise suite à une renonciation visée dans le sous-paragraphe ii du sous-paragraphe *b* du paragraphe 2 de l'article 1010, sauf si cette renonciation a été faite dans les 4 ans à compter du jour du dépôt à la poste de l'avis de première cotisation ou de la notification portant qu'aucun impôt n'est payable.».

Effet rétroactif.

2. Le présent article a effet depuis le 18 mars 1982.

L.R.Q.,  
c. I-3,  
a. 1066,  
mod.

**16.** L'article 1066 de cette loi est modifié par le remplacement de ce qui précède le paragraphe *a* par ce qui suit:

Appel à la  
Cour provinciale.

«**1066.** Lorsqu'un contribuable a signifié un avis d'opposition prévu par l'article 1057, il peut interjeter appel auprès de la Cour provinciale siégeant soit pour le district où il réside soit pour le district de Montréal, pour faire annuler ou modifier la cotisation».

L.R.Q.,  
c. I-3,  
a. 1066.1,  
remp.

**17. 1.** L'article 1066.1 de cette loi, édicté par l'article 192 du chapitre 5 des lois de 1982, est remplacé par le suivant:

Appel  
prohibé.

«**1066.1** Nul appel prévu par l'article 1066 ne peut être interjeté à l'égard d'une cotisation émise par le ministre suite à une renonciation visée dans le sous-paragraphe ii du sous-paragraphe *b* du paragraphe 2 de l'article 1010, sauf si cette renonciation a été faite dans les 4 ans à compter du jour du dépôt à la poste de l'avis de première cotisation ou de la notification portant qu'aucun impôt n'est payable.».

Effet rétroactif.  
L.R.Q.,  
c. L-3,  
a. 38, ab.

2. Le présent article a effet depuis le 18 mars 1982.

**18.** L'article 38 de la Loi sur les licences (L.R.Q., chapitre L-3) est abrogé.

L.R.Q.,  
c. M-31,  
a. 5, mod.

**19.** L'article 5 de la Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., chapitre M-31) est modifié par l'addition des alinéas suivants:

Pardon requis dans certains cas.

«Toutefois, malgré toute disposition inconciliable d'une loi, d'un règlement, d'une convention collective au sens du Code du travail (L.R.Q., chapitre C-27) ou d'une sentence arbitrale qui en tient lieu, le ministre peut s'opposer à ce qu'un emploi de son ministère soit comblé par une personne qui, au cours des 5 années précédentes, a été reconnue coupable ou s'est avouée coupable d'une infraction à une loi fiscale au Canada, au Code criminel, à la Loi sur les stupéfiants ou à la Loi sur les aliments et drogues (Statuts du Canada), dans la mesure où cette infraction est incompatible avec l'emploi à combler, à moins qu'elle n'en ait obtenu pardon.

Décision motivée.

Le ministre transmet sa décision motivée à la personne concernée ainsi qu'à l'Office du recrutement et de la sélection du personnel de la fonction publique si un concours a été tenu.

Appel à la Commission de la fonction publique.

Sauf si l'emploi à combler est d'un caractère occasionnel, la personne concernée qui s'estime lésée par la décision du ministre peut, dans les 30 jours de l'expédition de la décision, en appeler à la Commission de la fonction publique qui entend l'appel et en décide à moins qu'une convention collective ou une sentence arbitrale qui en tient lieu n'ait donné juridiction en cette matière à une autre personne, conformément à l'article 116 de la Loi sur la fonction publique.».

L.R.Q.,  
c. M-31,  
a. 7, mod.

**20.** L'article 7 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Signature obligatoire.

«**7.** Sous réserve du quatrième alinéa, nul acte, document ou écrit n'engage le ministère ni ne peut être attribué au ministre, s'il n'est signé par lui, par le sous-ministre ou par un fonctionnaire autorisé par règlement.»; et

2° par le remplacement du quatrième alinéa par le suivant:

Avis attribuable au ministre.

«Un avis de cotisation ou un avis attestant qu'aucun droit n'est payable, établi en vertu d'une loi fiscale et ne portant aucune signature, est valide, engage le ministère et est attribuable au ministre de la même façon que s'il était signé par lui, s'il porte la mention du titre de fonction du sous-ministre.».

L.R.Q.,  
c. M-31,  
a. 15,  
remp.  
Avis au débiteur.

**21.** L'article 15 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**15.** Sous réserve des dispositions du Code de procédure civile relatives à l'insaisissabilité, lorsqu'une personne tenue de



faire un paiement en vertu d'une loi fiscale est créancière d'une autre personne ou qu'elle est sur le point de le devenir, le ministre peut, par avis signifié au débiteur ou transmis à ce dernier par poste recommandée ou certifiée, exiger de celui-ci qu'il verse au ministre, à l'acquit de son créancier, la totalité ou une partie du montant qu'il doit ou qu'il aura à payer à ce dernier, et ce, au moment où ce montant devient payable à son créancier.

Avis au  
créancier.

Lorsqu'une personne tenue de faire un paiement en vertu d'une loi fiscale est débitrice d'une institution bancaire ou financière, ou est sur le point de le devenir, qu'elle a fourni une garantie à l'égard de sa dette et que l'institution n'a pas encore acquitté sa contrepartie à cette dette, le ministre peut, de la manière prévue par le premier alinéa, exiger que cette institution lui verse, à l'acquit de son débiteur, la totalité ou une partie du montant de cette contrepartie.

Quittance.

Le reçu que le ministre remet à la personne qui a effectué un versement prévu par les premier et deuxième alinéas constitue une quittance de son obligation jusqu'à concurrence du montant versé.

Défaut de  
se conformer à  
l'avis.

Toute personne qui, malgré l'avis transmis par le ministre, tel que prévu par les premier et deuxième alinéas, s'acquitte de sa dette ou de sa contrepartie, est tenue de payer au ministre un montant égal à l'obligation acquittée jusqu'à concurrence des sommes exigibles en vertu d'une loi fiscale.

Disposi-  
tions appli-  
cables.

Les articles 1041, 1044 et 1051 à 1056 de la Loi sur les impôts s'appliquent, en les adaptant, aux montants payables au ministre en vertu des premier, deuxième et quatrième alinéas et les articles 1005 à 1014, 1057 à 1062 et 1066 à 1079 de cette loi s'appliquent, en les adaptant, aux montants payables au ministre en vertu du quatrième alinéa.

Présomp-  
tion.

Lorsque le ministre désire transmettre à une personne un avis aux termes du présent article et qu'il s'agit d'une personne faisant affaires sous une raison sociale ou en société avec d'autres, l'avis est réputé avoir été donné à cette personne s'il a été adressé au nom de la raison sociale ou de la société dont il s'agit et il est réputé avoir été signifié à cette personne s'il a été remis à toute personne majeure employée au siège d'affaires du destinataire ou transmis à ce dernier par poste recommandée ou certifiée.».

L.R.Q.,  
c. M-31,  
a. 21,  
remp.,  
a. 21.1, aj.  
Rembour-  
sement.

**22.** L'article 21 de cette loi est remplacé par les suivants:

«**21.** Lorsqu'une personne a payé un montant au ministre en vertu d'une loi fiscale autre que la Loi sur les impôts ou lorsqu'un montant déduit, retenu ou perçu aux termes d'une loi fiscale autre que la Loi sur les impôts a été remis au ministre pour le compte d'une personne et qu'aucun montant ne pouvait être exigé d'elle en vertu d'une telle loi ou que ce montant excède les droits qu'elle était tenue de payer, le ministre doit, si cette personne n'a jamais été



cotisée à l'égard de ce montant, lui rembourser le montant ainsi payé ou la partie qu'elle n'était pas tenue de payer si elle en fait la demande par écrit, transmise au sous-ministre par poste recommandée ou certifiée, dans les 4 ans à compter de la date du paiement.

Refus de  
rembourse-  
ment.

«**21.1** Le refus du ministre de rembourser le montant réclamé en vertu de l'article 21 ou le fait de ne pas donner suite à une demande de remboursement dans les 180 jours qui suivent la date de la mise à la poste de cette demande, équivaut à une décision confirmant un avis de cotisation en vertu de l'article 1059 de la Loi sur les impôts et les articles 1066 à 1079 de cette loi s'appliquent, en les adaptant, à cette décision.».

L.R.Q.,  
c. M-31,  
a. 28,  
remp.,  
a. 28.1, aj.  
Taux  
d'intérêt.

**23.** L'article 28 de cette loi est remplacé par les suivants:

«**28.** Malgré toute disposition inconciliable, une créance de la Couronne, incluant les intérêts et les pénalités, exigible en vertu d'une loi fiscale porte intérêt au taux nominal de 19% l'an. Toutefois, le ministre peut déterminer un nouveau taux d'intérêt applicable à ces créances.

Nouveau  
taux.

Un nouveau taux d'intérêt déterminé par le ministre doit être publié à la *Gazette officielle du Québec* et entre en vigueur à la date qui y est indiquée; à compter de cette date, il remplace celui qui était auparavant en vigueur.

Capitalisa-  
tion.

«**28.1** Lorsqu'une loi fiscale ou un règlement adopté en vertu d'une telle loi prévoit le paiement d'un intérêt, celui-ci se capitalise quotidiennement.».

L.R.Q.,  
c. M-31,  
a. 30, mod.

**24.** L'article 30 de cette loi, modifié par l'article 22 du chapitre 12 et l'article 17 du chapitre 24 des lois de 1981, est de nouveau modifié:

1° par le remplacement, à la fin du paragraphe *b* du premier alinéa, du point par ce qui suit: «; et »; et

2° par l'addition, à la fin du premier alinéa, du paragraphe suivant:

«c) dans le cas d'un remboursement de droits payés suite à un avis de cotisation, le jour où ces droits ont été payés.».

L.R.Q.,  
c. M-31,  
a. 33.1, aj.

**25.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 33, du suivant:

Prescrip-  
tion.

«**33.1** Malgré toute disposition inconciliable mais sous réserve de la Loi sur la prescription des paiements à la Couronne (L.R.Q., chapitre P-18), des lois fiscales et des règlements adoptés en vertu de ces lois, un droit d'action en répétition de droits, d'intérêts ou de

pénalités payés au gouvernement se prescrit par 4 ans à compter de la date du paiement. ».

L.R.Q.,  
c. M-31,  
a. 40, mod.

**26.** L'article 40 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe 3 par le suivant:

Examen  
de docu-  
ments.

«3. Le ministre doit, sur demande, permettre l'examen de tout document, livre, registre, papier ou autre objet saisi, par leur propriétaire ou la personne qui les détenait lors de la saisie ou en fournir copies à leurs frais.

Frais  
maximum.

Ces frais ne peuvent toutefois excéder le coût de la reproduction et de la transmission de ces documents. ».

L.R.Q.,  
c. M-31,  
a. 68.1, aj.

**27.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 68, de l'article suivant:

Demande  
d'une in-  
jonction.

«**68.1** En plus des recours spécialement prévus pour toute violation d'une loi fiscale, le sous-ministre peut demander à un juge de la Cour supérieure de prononcer contre toute personne qui tient un établissement ou un lieu d'amusements ou exerce une activité, à l'égard desquels un certificat d'enregistrement, une licence ou un permis est exigé, sans être titulaire d'un tel certificat, d'une telle licence ou d'un tel permis encore valide, une injonction ordonnant la fermeture de cet établissement ou de tout établissement dans lequel cette personne exerce une telle activité, tant qu'un certificat d'enregistrement, une licence ou un permis ne lui aura pas été délivré et que tous les frais n'auront pas été payés.

Ordon-  
nance.

Le juge devant qui la demande d'injonction est présentée peut rendre toute autre ordonnance qu'il juge nécessaire pour l'application de l'ordonnance d'injonction.

Preuve.

La preuve que la personne contre qui une injonction est demandée tient un établissement ou un lieu d'amusements ou exerce une activité, à l'égard desquels un certificat d'enregistrement, une licence ou un permis est exigé, sans être titulaire d'un tel certificat, d'une telle licence ou d'un tel permis encore valide, constitue une preuve suffisante pour que l'injonction soit prononcée.

Non appli-  
cation du  
C.p.c.

Les dispositions du Code de procédure civile relatives à l'injonction ne s'appliquent pas à une demande d'injonction prévue par le présent article. ».

L.R.Q.,  
c. M-31,  
a. 78, mod.

**28.** L'article 78 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

Délai de  
poursuite.

«Toutefois, si le contrevenant a commis une infraction prévue par l'article 62, une poursuite pénale peut être prise contre lui plus de 5 ans après la commission de l'infraction, pourvu qu'elle soit intentée moins d'un an après la date où une preuve suffisante pour justifier une poursuite relative à l'infraction est venue à la connais-

sance du ministre ou du sous-ministre; le certificat du ministre ou du sous-ministre quant au jour où cette preuve est venue à sa connaissance est une preuve concluante.».

L.R.Q.,  
c. M-31,  
a. 86,  
remp.  
Document  
réputé  
émis par le  
ministre.

**29.** L'article 86 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**86.** Tout document établi en vertu d'une loi fiscale et portant le nom écrit du ministre, du sous-ministre ou d'un fonctionnaire autorisé par règlement est réputé être un document signé, fait et émis par le ministre, le sous-ministre ou le fonctionnaire à moins qu'il n'ait été infirmé par le ministre ou par une personne agissant pour lui.

Avis ré-  
puté émis  
par le mi-  
nistre.

Il en va de même à l'égard d'un avis de cotisation ou d'un avis attestant qu'aucun droit n'est payable, s'il porte la mention du titre de fonction du sous-ministre.».

L.R.Q.,  
c. T-1,  
a. 49, ab.

**30.** L'article 49 de la Loi concernant la taxe sur les carburants (L.R.Q., chapitre T-1) est abrogé.

L.R.Q.,  
c. T-3,  
a. 1, remp.

**31.** L'article 1 de la Loi concernant la taxe sur les repas et l'hôtellerie (L.R.Q., chapitre T-3) est remplacé par le suivant:

Interpré-  
tation:  
«établissement»;

«**1.** Dans la présente loi et les règlements, on entend par:

1. «établissement»:

a) tout établissement spécialement aménagé pour que, moyennant paiement, on y trouve habituellement à loger ou à manger, à l'exclusion d'un établissement où, moyennant paiement à la semaine ou au mois, on trouve habituellement à loger ou à loger et à manger et d'une institution d'éducation, de charité, d'hospitalisation ou de refuge ou une autre institution similaire;

b) un local où des boissons alcooliques sont vendues pour consommation sur place;

c) un autocar, un convoi de chemin de fer ou un navire, au Québec, dans lequel des repas ou des boissons alcooliques sont servis;

d) une entreprise qui vend, livre ou sert des repas pour consommation à l'extérieur; ou

e) une taverne au sens de l'article 27 de la Loi sur les permis d'alcool (L.R.Q., chapitre P-9.1);

«loi fis-  
cale»;

2. «loi fiscale»: toute loi fiscale au sens du paragraphe a de l'article 1 de la Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., chapitre M-31); et

«ministre»;

3. «ministre»: le ministre du Revenu.».

L.R.Q.,  
c. T-3,  
a. 2, mod. **32.** 1. L'article 2 de cette loi est modifié par l'insertion, après le paragraphe 6, du paragraphe suivant:

Exemption  
de taxe. «6.1 Cette taxe n'est pas imposée sur le prix du sirop, du sucre ou de la tire d'érable vendus dans un établissement pour consommation à l'extérieur;».

Effet rétroactif. 2. Le présent article a effet depuis le 1<sup>er</sup> mars 1982.

L.R.Q.,  
c. T-3,  
a. 5, mod. **33.** L'article 5 de cette loi est modifié:

1<sup>o</sup> par le remplacement du paragraphe 2 par le suivant:

Contenu  
de la  
demande. «2. La demande pour l'obtention d'un certificat d'enregistrement doit être faite en la manière que le ministre détermine et contenir les renseignements qu'il exige.»;

2<sup>o</sup> par le remplacement du paragraphe *c* du premier alinéa du paragraphe 7 par le suivant:

«*c*) est redevable de droits, au sens de la Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., chapitre M-31).»; et

3<sup>o</sup> par le remplacement du deuxième alinéa du paragraphe 7 par le suivant:

Cautionnement. «Lors de la délivrance d'un certificat, le montant du cautionnement ne peut excéder 10 000 \$.».

L.R.Q.,  
c. T-3,  
a. 9, ab. **34.** L'article 9 de cette loi est abrogé.

Effet d'exception. **35.** La présente loi a effet indépendamment des dispositions des articles 2 et 7 à 15 de la Loi constitutionnelle de 1982 (annexe B de la Loi sur le Canada, chapitre 11 du recueil des lois du Parlement du Royaume-Uni pour l'année 1982).

Entrée en vigueur. **36.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction, à l'exception de l'article 23 qui entrera en vigueur à une date ultérieure fixée par proclamation du gouvernement.